

A man in a dark pinstriped suit and a yellow patterned tie is shown from the chest up, looking upwards and to the right. His right arm is raised, and his hand is in a 'V' sign. A large, stylized yellow 'V' with a white outline is superimposed over the top of the image, partially overlapping the man's head and the text. The background is dark and out of focus.

LA N-V-A

EXPLIQUÉE AUX FRANCOPHONES

LUC BARBÉ

PRÉFACE D'ALAIN GERLACHE



ÉDITIONS ÉTOPIA

LA N-VA

EXPLIQUÉE AUX FRANCOPHONES

LUC BARBÉ

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	4
AVANT PROPOS	8
PARTIE I : LE CONTEXTE ET SON EXPLOITATION PAR LA N-VA	12
1 LE POUVOIR CHANGE DE MAIN	14
2 BHV	22
3 IN DE WARANDE	40
4 VIVRE-ENSEMBLE ET DIVERSITÉ	68
5 LA WALLONIE	96
6 BRUXELLES	118
PARTIE II : CLÉS DE LECTURE	146
7 LES TRANSFERTS	148
8 CE QUE LES FLAMANDS NE COMPRENNENT PAS	156
9 LE LIVRE DE L'ANNÉE	176
10 LANGUE ET CITOYENS	184
11 DÉFI, CE PARTI « FRANCOFOU »	196
12 VERS UN DIALOGUE DES MÉMOIRES?	206
PARTIE III : LA N-VA ET LES AUTRES PARTIS FLAMANDS	218
13 RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE	
« LE PROFIL DES ÉLECTEURS FLAMANDS EN 2014 »	220
14 LES AUTRES PARTIS FLAMANDS	232
PARTIE IV : LA N-VA, UN PARTI EN PLEINE SANTÉ	250
15 BART DE WEVER, HÉROS FLAMAND	250
16 FRAMING & DISPOSITIF NARRATIF	258
17 INTÉRÊT DU PARTI ET GROUPE-CIBLE	282
18 TECHNIQUES DE COMMUNICATION	294
PARTIE V : QUATRE SCÉNARIOS D'AVENIR POUR LA BELGIQUE	314
19 FORCES	314
20 SCÉNARIOS	334
21 COMMENT PARVENIR À UNE PACIFICATION DURABLE?	346
CONCLUSIONS	356
ANNEXE	372
INDEX	374
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE	378

PRÉFACE

ALAIN GERLACHE

Rarement dans l'histoire politique du dernier demi-siècle en Belgique, un parti n'aura autant été au centre de l'attention de ses partisans et de ses adversaires que la Nieuw-Vlaamse Alliantie, la N-VA. Née sur les cendres d'une Volksunie anéantie par les dissensions provoquées par tentative de réaliser son programme fédéraliste par la participation au pouvoir, on ne donnait pas cher de sa peau lors de son lancement par quelques fidèles de l'aile la plus conservatrice du mouvement flamand.

La suite est connue. Mais comment en est-on arrivé là ? Quels sont les ressorts qui ont fait de cette formation la plus importante de la Flandre et même de la Belgique ? C'est ce que décrit ce livre avec rigueur et précision, sans complaisance, ni a priori. A l'ère de la volatilité de l'information, les ouvrages qui approfondissent les sujets d'actualité sont plus indispensables que jamais et celui-ci en est un parfait exemple. Par son parcours personnel et professionnel, sa curiosité, ses intérêts, l'auteur connaît parfaitement son sujet et aussi le public auquel il s'adresse : le monde francophone.

L'intérêt de ce travail ne s'arrête pourtant pas aux nationalistes flamands. Contrairement à l'impression que crée souvent l'agitation politico-médiatique, la N-VA n'est pas la toute la Flandre. Mais il est tout aussi vrai que l'on ne peut pas comprendre la N-VA si on ne connaît pas la Flandre. Dans la perception de la N-VA au Sud du pays, c'est d'abord là que le bât blesse, malgré les apparences.

Wallons ou bruxellois, tous les belges francophones ont en eux quelque chose de la Flandre. Quels que soient leurs sentiments à son égard. C'est même une des choses qui les distinguent des français. Ça commence parfois dès le plus jeune âge. Un nom à consonnance flamande. Un membre de la famille. Le souvenir d'une excursion scolaire à Bruges ou au Zoo d'Anvers. Des vacances à la Côte, voire, pour les plus fortunés, un appartement à la mer que les amis sont toujours heureux de louer pour un weekend. Des cours de néerlandais plus ou moins appréciés et, parfois, un examen de passage qui assombrit l'été. Un service militaire au nord du pays pour ceux qui l'ont encore accompli. Une année sur deux, la chanson flamande qui représente la Belgique à l'Eurovision ou, dans un autre style musical, le festival de Werchter ou Tomorrowland. Un

visage, un message ou une rencontre via ces applis qui ne connaissent pas les frontières. L'enseignement néerlandophone que l'on choisit pour ses enfants à Bruxelles. La longue histoire des tensions politiques communautaires que l'on voit défiler depuis si longtemps au JT ou maintenant sur son smartphone, ce qui démontre qu'elles traversent les époques et les révolutions technologiques. C'est dire si la Flandre, nous les francophones de Belgique, nous la connaissons bien, n'est-ce pas ?

En sommes-nous si sûrs ? Quelle Flandre connaissons-nous ? La Flandre telle qu'elle est, dans toute sa diversité, ou son image restreinte par les clichés de toutes sortes ?

J'ai vécu la plus grande partie de mon existence à proximité de la frontière linguistique. De Wavre, où j'ai passé mon adolescence, à Waterloo où j'ai longtemps résidé, la Flandre n'a jamais été bien loin. A l'école, je côtoyais quelques flamands venus étudier en Wallonie. Même aujourd'hui à Liège où je vis dorénavant, je constate que le néerlandais, celui de Flandre et des Pays-Bas, est bien plus présent qu'on ne le croit de prime abord : autour des endroits touristiques, dans les rues commerçantes ou dans les musées et les sous-titres des représentations à l'Opéra, un bilinguisme qui honore ces institutions culturelles. Quant à la RTBF où j'ai passé la plus grande partie de ma carrière, il suffit de traverser le couloir central du bâtiment, cette frontière invisible, pour se retrouver à la VRT.

Mais se comprend-on parce qu'on vit côte à côte ou que l'on se croise parfois ?

Je mesure la chance que j'ai eue de pouvoir aller plus loin que cette simple coexistence. D'abord pendant mes études de philologie germanique à l'Université Catholique de Louvain. C'était après la scission de l'UCL et de la KUL mais avant que le transfert vers Louvain-La-Neuve ne soit terminé. Une sorte d'entre deux apaisé où seuls quelques graffitis délavés rappelaient les emblématiques slogans « Leuven Vlaams » (Louvain flamand) et « Walen Buiten » (Les wallons dehors) et témoignaient des combats acharnés menés quelques années plus tôt. Pour parfaire mon néerlandais, j'avais décidé de *koter* dans un immeuble où n'habitaient que des étudiants flamands. Nous ne parlions pas de « l'Affaire de Louvain », sans doute

pour éviter les sujets qui risquaient de fâcher et puis surtout parce qu'elles nous apparaissaient appartenir au passé. Ce qui nous passionnait dans nos discussions menées exclusivement en néerlandais, c'était la culture flamande, la musique, la littérature, les films et la politique ! La plupart d'entre eux étaient membres d'une organisation radicale d'extrême-gauche, ancêtre du PTB-PVDA. J'ai surtout retenu de cette période que, contrairement aux clichés trop souvent véhiculés au sud de la frontière linguistique, tous les flamands n'étaient pas des anti-francophones primaires ou des sympathisants de la collaboration pendant la deuxième guerre. Il suffisait d'aller à leur rencontre pour le comprendre.

Plus de deux décennies plus tard, nouvelle expérience dans un milieu presque exclusivement composé de flamands et très politique aussi, et pour cause : le Cabinet du 16 rue de la Loi lors du gouvernement « Arc-en-ciel » rassemblant les libéraux, les socialistes et les écologistes. Assurer la communication du Premier ministre, c'est d'abord intégrer l'existence de deux paysages médiatiques distincts. On s'en aperçoit lorsque l'on a dans son bureau quatre écrans qui diffusent les JT des chaînes belges. Et même lorsque ce sont les mêmes sujets qui sont abordés, ils le sont souvent de manière très différente. Si l'expression « deux démocraties » est devenue polémique, on ne peut nier l'existence en Belgique de deux opinions publiques qui au mieux s'ignorent et souvent s'opposent. A cause de leurs différences ? Sans doute. Mais surtout à cause d'une méconnaissance mutuelle qui ouvre la voie à toutes les caricatures dont le monde politique est friand, particulièrement quand il s'agit de resserrer les rangs de ses partisans ou d'éluder ses responsabilités. Si l'on perçoit bien en quoi ce genre de rhétorique sert les partisans de la séparation du pays, on la comprend moins dans la bouche de ceux qui prétendent se battre pour son unité.

Ces derniers mois ont été mouvementés, pour la Belgique et pour la N-VA qui vivent toutes les deux une période d'incertitude. Le prochain scrutin y mettra peut-être fin, dans un sens comme dans un autre, ou fera persister le doute et les interrogations. Etrange destin parallèle de ce pays et de ce parti que tout oppose pourtant.

*Soyez prudents
Quand vous dispersez mes cendres.
Les roses fleurissent !*

Luc Barbé

AVANT-PROPOS

Ce livre s'inspire de mon irritation à l'égard de plusieurs éléments, à commencer par les caricatures qui ont cours dans le pays. Celles des Flamands sur les Wallons et les Bruxellois. Celles des Wallons à propos des Flamands et des Bruxellois. Mais aussi celles des Bruxellois concernant les Flamands et les Wallons. Ces propos que nous tenons les uns sur les autres sont parfois amusants, mais souvent ils sont aussi révoltants, voire choquants. Ils sont parfois tenus en connaissance de cause, pour des raisons de positionnement, mais ils ont parfois pour unique objectif de « rabaisser » l'autre, purement et simplement. J'éprouve de la tristesse également à constater à quel point les Bruxellois et les Wallons connaissent peu la Flandre. Cette ignorance est génératrice d'interprétations erronées et donne lieu à des caricatures et à une colère parfaitement inutiles. Quant aux Flamands, ils n'en savent pas beaucoup plus sur les Bruxellois et les Wallons. Pour y remédier, quelqu'un d'autre que moi devra prendre une initiative. Dans ces pages, je m'adresse aux Belges francophones. J'y dépeins le ressenti de la Flandre, ce qu'elle pense des Bruxellois et des Wallons. J'élucide les grandes évolutions de la sphère politique et de la société. Vous voulez surtout savoir pourquoi tant de Flamands votent pour la N-VA. C'est effectivement la thématique principale de cet ouvrage, que je termine avec quatre scénarios d'avenir possibles et une série de conclusions. La crise autour du pacte migratoire, en décembre 2018, suivi par la chute du gouvernement fédéral, est évidemment un événement politique majeur. Lors de la rédaction finale de ce livre – fin décembre –, il était trop tôt pour dire qui en profiterait à court et moyen terme. Quels que soient ces événements, les constats et conclusions de cet ouvrage me semblent garder toute leur pertinence.

Mon propos n'a pas été d'écrire une histoire de la politique flamande des vingt dernières années, du Mouvement flamand ou de la N-VA. Une telle entreprise aurait exigé un nombre de pages cinq fois supérieur. Je me suis limité aux éléments qu'il est important, selon moi, de vous communiquer en l'état actuel des choses. Autrement dit, j'ai opéré un choix personnel et subjectif. Mes analyses ne sortent pas non plus de ma manche, à la façon d'un prestidigitateur. Je travaille quotidiennement depuis plus de vingt-cinq ans avec des bruxellois francophones, des

Wallons, et de temps en temps avec des germanophones. Dans les années 1990, j'ai siégé pour Agalev – aujourd'hui Groen – à la Chambre des représentants et au Parlement flamand. J'ai également assuré pendant de nombreuses années la fonction de secrétaire politique du groupe commun Ecolo-Groen à la Chambre, où j'ai pu observer jour après jour les nuances – pour ne pas dire les différences – de lecture de l'actualité chez Ecolo et chez Groen. En tant que chef de cabinet du Secrétaire d'Etat à l'Energie, Olivier Deleuze, j'ai été moi-même un rouage de la machinerie politique belge, à un poste d'observation rêvé pour approfondir mes connaissances sur notre pays compliqué. Ces dernières années j'ai aussi rédigé des articles d'opinion pour *Knack* et *Le Vif*. Au fil des ans, j'ai été en contact avec des centaines de personnes à Bruxelles et en Wallonie. Je suis attentivement les médias néerlandophones et francophones depuis vingt-cinq ans, j'ai lu un grand nombre d'ouvrages, et j'ai eu des échanges de vues avec des dizaines d'interlocuteurs des quatre coins de la Belgique francophone – de Mouscron à La Louvière, d'Ixelles à Enghien, de Mons à Charleroi, Namur, Molenbeek, Rochefort, Gerpennes, Liège ou Verviers. Nous avons parlé, parfois jusqu'à l'épuisement, des angoisses et des aspirations des Flamands, des bourgmestres bruxellois, de l'histoire wallonne et de bien d'autres sujets. Ces dernières années, je suis souvent allé en Wallonie et à Bruxelles pour y évoquer la Flandre, les réformes de l'Etat et le succès de la N-VA. Chacune de ces présentations a suscité des feed-backs intéressants. D'une certaine manière, cet ouvrage est donc le produit d'un processus d'apprentissage très long, qui s'est appuyé non seulement sur des articles et des livres, mais aussi sur une expérience de terrain.

Ce livre n'est pas un pamphlet signé par un responsable politique écologiste et il ne contient pas de propositions de Groen et d'Ecolo. Il faut le voir comme le propos d'un observateur privilégié qui tente un travail de pédagogie et d'éclaircissement.

J'ai choisi de n'insérer que très peu notes de bas de page pour ne pas alourdir la lecture, et parce que je vise un public aussi large que

possible. Ceux qui souhaitent connaître mes sources peuvent consulter la bibliographie en fin d'ouvrage, la liste des citations sur le site d'Etopia, ou m'envoyer un e-mail.

Le livre contient un certain nombre de citations. C'est un choix parfaitement délibéré. Je pense qu'elles apportent une valeur ajoutée non négligeable. Il est également rythmé par des encadrés qui visent à aider le lecteur à mieux comprendre la société flamande.

Je voudrais également adresser quelques mots à mes amis et connaissances de la Belgique germanophone. Ce livre vous est aussi destiné, bien entendu. Il n'est que très peu question de vous, pour diverses raisons. Il n'existe quasiment aucune tension entre les Flamands et les germanophones et vous n'avez pas joué un rôle fondamental dans les questions communautaires brûlantes telles que le dossier BHV. Je ne prétends pas que toutes les aspirations institutionnelles des Germanophones ont été satisfaites, ni que les relations entre la Communauté germanophone et la Région wallonne ne sont entachées d'aucune tension, mais je connais moins ces sujets, et préfère donc ne pas en parler. Je pense que ce livre pourra néanmoins vous intéresser.

Je termine cet avant-propos par un appel. L'un d'entre vous pourrait-il écrire un livre sur ce que les Belges francophones pensent des Flamands, de la montée du régionalisme bruxellois et livrer votre regard sur la Région wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles ? Pour ne citer que quelques-uns des sujets sur lesquels les Flamands devraient en savoir davantage. Cette initiative serait particulièrement utile. Puisse ce livre ne pas aller à sens unique et marquer le début d'un dialogue respectueux et constructif. Bonne lecture.

Vos questions et vos réactions sont à envoyer à cette adresse :

barbe@telenet.be

Luc Barbé

PARTIE I

LE CONTEXTE ET SON EXPLOITATION PAR LA N-VA

Comment expliquer le succès d'un parti politique ? Pourquoi certaines formations séduisent-elles les électeurs alors que d'autres n'y parviennent pas ? Pourquoi le succès peut-il s'évanouir du jour au lendemain ? Si quelqu'un s'avérait capable d'apporter les bonnes réponses à ces questions, il deviendrait le consultant politique le mieux rémunéré du pays. Les raisons qui expliquent le succès ou l'échec électoral sont forcément multiples. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte. Sur certains d'entre eux, comme la conjoncture économique, les partis n'ont aucune prise. Par contre, ils peuvent en maîtriser d'autres, comme leur stratégie de communication. Souvent, les raisons d'une victoire et d'un échec ne s'éclairent d'ailleurs qu'après coup. A cela s'ajoute que l'électeur des dernières années se fait plus versatile – sa préférence électorale est beaucoup moins « fixée » que par le passé. Dans la génération de mes parents, certains votaient pour le même parti toute leur vie. Aujourd'hui, je connais des trentenaires qui ont déjà voté pour trois ou quatre partis différents. Et comme il arrive que plusieurs élections se tiennent le même jour, par exemple aux niveaux fédéral, régional et européen, la palette des choix possibles est encore élargie et nombre de citoyens n'hésitent pas à « panacher » leur vote.

En ce qui concerne la NV-A, son succès ne tient pas uniquement à son programme et ses figures de proue. Car ce parti sait aussi exploiter le contexte politique et sociétal. Dans ce premier chapitre, je décrirai les éléments principaux de ce contexte. Un autre chapitre sera consacré aux facteurs propres à la N-VA, qui ont joué – et jouent encore – une part importante dans sa réussite. Il y sera question du président, Bart De Wever, et de la stratégie de communication du parti.

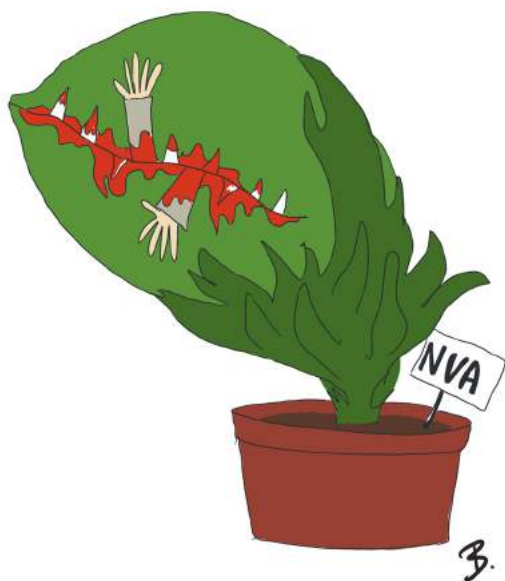
CHAPITRE 1

LE POUVOIR CHANGE DE MAIN

2007



2010



Dessin de Baptiste Erkes

Nous étions quelque part en 2007. Marc et moi étions de vieux amis. Surtout, Marc était un des meilleurs analystes de la politique flamande et belge que je connaisse. Ce jour-là, il a attiré mon attention sur une tension de plus en plus palpable au sein de la société flamande. Les Flamands votent majoritairement au centre et à droite, tandis que le gouvernement fédéral gouverne au centre-gauche depuis des années. Cette tension va croissante, soutenait-il, et elle fera forcément basculer la situation.

Groen et le sp.a, dans les années 1990, obtenaient ensemble entre 25 et 30 % des suffrages. Certes, une partie des voix de la gauche allaient au CD&V et à la Volksunie. Mais la gauche de l'époque, comme aujourd'hui, était loin de recueillir 50 % des voix. Elle devait se contenter de maximum 40 %. Pendant ce temps-là, le niveau fédéral était gouverné au centre-gauche. Le PS est resté présent au gouvernement fédéral de façon ininterrompue du 9 mai 1988 à la prestation de serment de Charles Michel, le 11 octobre 2014. A l'exception des quatre années des gouvernements Leterme et Van Rompuy, le sp.a a été de tous ces gouvernements également.

J'entends parfois des interlocuteurs francophones affirmer que ces gouvernements fédéraux, dans les faits, auraient gouverné au centre-droit. La perception du côté flamand est tout autre. En Flandre, ces gouvernements, au sein desquels le PS était présent, étaient considérés comme des gouvernements de centre-gauche. C'est-à-dire en opposition avec le choix de la majorité des électeurs flamands. Et mon ami Marc me prédisait depuis des années que cette situation était intenable, qu'un basculement se produirait tôt ou tard. L'arrivée de la coalition violette et du gouvernement Verhofstadt I, en 1999, a certainement marqué un point d'inflexion, mais d'un autre genre. Pour la première fois depuis un demi-siècle, les démocrates-chrétiens flamands (et francophones) étaient contraints de rejoindre les bancs de l'opposition. Mais ce n'était pas encore un gouvernement *sans* le PS. Si le gouvernement Verhofstadt I dégageait de l'enthousiasme, de l'espoir et du dynamisme, Verhofstadt II a subi l'usure du pouvoir. Fin 2007, son étoile avait pâli. Après une longue traversée du désert, Yves Leterme et le CD&V étaient prêts à

revenir au niveau fédéral. Leterme, qui avait fait de la bonne gouvernance son cheval de bataille, était parvenu à saper complètement la crédibilité du premier ministre et de son équipe. En outre, l'absence de solution dans le dossier BHV avait certainement joué un rôle dans cette usure.

Yves Leterme, l'homme aux huit cent mille voix. Quelle performance! Et quelles attentes ont été placées en lui. Pourtant, le bilan des « années Leterme » est catastrophique. Pour lui, pour son parti et pour le pays. Il n'est bien sûr pas seul en cause, mais la situation n'aurait jamais déraillé à ce point-là avec un Guy Verhofstadt ou un Herman Van Rompuy. Ce sont les années du dossier BHV, véritable sac de nœuds, de la crise bancaire et de dizaines d'autres dossiers d'importance diverse. Les grandes questions des Flamands restent sans réponse. Pas de solution pour BHV. Pas de politique de droite. Pas de bonne gouvernance. Pas de changement. Toujours le même « bazar », mais au carré cette fois. L'historien et journaliste Marc Reynebeau a eu ces mots pour résumer le personnage Leterme : « ... cet homme n'a connu que des échecs : échec comme formateur, échec comme premier ministre, échec comme réformateur de l'Etat, échec comme héraut de la bonne gouvernance. Au bout du compte, il y a surtout Leterme et sa rancœur ».

En 2010, des millions de Flamands disent que cette fois-ci les choses doivent changer. Vraiment changer. La N-VA obtient une victoire historique et devient le premier parti néerlandophone, avec 28 % à la Chambre et 32 % au Sénat. En Flandre, les trois partis traditionnels n'ont même plus de majorité (alors que du côté francophone, le PS, le MR et le cdH conservent 85 % des sièges francophones à la Chambre). Le journaliste de la VRT, Marc Van de Looverbosch, aura ces mots si justes en évoquant le CD&V : « il nourrit le monstre, ce monstre sorti de sa cage et qui mord à présent la main qui l'a nourri ».

S'ensuit la plus longue période de formation gouvernementale de notre histoire : 541 jours. Et tout cela pour quoi ? Pour obtenir un gouvernement emmené par un Wallon, socialiste de surcroît, et privé de majorité côté flamand. Pour les électeurs de la N-VA, c'est la gifle. Ils ne peuvent que constater que leur voix n'a eu aucun impact. Au contraire même,

le résultat de ces négociations gouvernementales est inédit mais pire encore qu'un gouvernement belge traditionnel. Un socialiste wallon est à la tête d'un gouvernement qui, du point de vue démocratique, n'a même pas le soutien de la majorité des Flamands ! La N-VA promet de combattre impitoyablement, jour et nuit, ce « gouvernement taxateur ».

La scission de BHV et la nouvelle réforme de l'État soulageront quelque peu la pression, il est vrai, mais sans pouvoir faire taire la frustration que suscite, tant chez de nombreux Flamands que chez nombre de journalistes et leaders d'opinion, l'orientation socio-économique du gouvernement Di Rupo, perçue comme gauchiste. Les réformes indispensables du marché du travail et des pensions sont de nouveau remises aux calendes grecques, soutiennent-ils. « Ce gouvernement menace la prospérité de six millions de Flamands », entend-on dire de plus en plus souvent. Bart De Wever saute sur l'occasion pour faire infuser son histoire de la Belgique et de ses « deux démocraties ». Un exemple : *« La Belgique est une addition de deux démocraties. Nous avons une démocratie totalement scindée : il n'y a pas de langue nationale, ni de journaux nationaux, ni de partis nationaux. Il y a seulement une démocratie flamande et une démocratie francophone. Cela n'existe nulle part ailleurs. L'une de ces démocraties, la francophone, est dominée par la gauche, et l'autre, la flamande, est de plus en plus dominée par la N-VA, qui est un parti de centre-droit. La Flandre veut suivre la voie allemande, celle de la réforme, tandis que la Wallonie veut suivre l'exemple latin, celui de François Hollande, qui consiste à dire "dépenses, dépenses, dépenses". Cette tension entre ces deux démocraties n'est pas tenable »*. Ce message, Bart De Wever va le marteler des centaines de fois, à tel point qu'il a pénétré en profondeur l'opinion publique flamande.

Ce n'est qu'en octobre 2014, avec la prise de fonctions du gouvernement Michel I, que les Flamands obtiennent leur gouvernement de droite. Un gouvernement sans le PS ! Quel soulagement pour beaucoup. Pour nombre d'électeurs de la N-VA, cette percée compense l'absence d'une nouvelle réforme de l'État. Le principal est ailleurs : le gouvernement

gouverne à droite et le PS est dans l'opposition après vingt-six années de présence au gouvernement fédéral. La situation s'est enfin renversée. Ouf.

Un autre élément joue dans la frustration de bon nombre de Flamands ces dix dernières années. Faire de la politique en Belgique n'a jamais été une sinécure. Mais l'exercice tient ces derniers temps du mythe de Sisyphe. En Belgique, on ne gouverne jamais seul. Au niveau fédéral, quatre ou cinq partis sont autour de la table. Mais il y a en plus le fait que le pouvoir, en Belgique, est morcelé. Il est réparti entre divers centres de tailles diverses et dotés d'une autonomie variable. À côté du gouvernement fédéral, il faut compter avec les Régions et les Communautés, les provinces, les intercommunales, les communes et les CPAS. Certains dossiers importants exigent un accord de coopération entre le gouvernement fédéral et les Régions et/ou les Communautés, ce qui nécessite des années de négociations. Sans oublier les procédures légalement obligatoires, comme la consultation de conseils consultatifs ou d'organes de concertation socio-économiques de premier plan, ou du Conseil d'État. Si ce système est sous-tendu par une certaine logique, les citoyens n'ont généralement que peu de compréhension de sur la complexité des dossiers et des procédures. Ils voudraient que les dossiers soient réglés rapidement et efficacement, qu'il s'agisse d'aménager une nouvelle piste cyclable ou de réformer le secteur hospitalier et le droit du travail. Pourquoi diable est-ce si long ? Nos responsables politiques sont-ils incompetents ? La classe politique ne se préoccupe-t-elle pas un peu trop de ses intérêts, en nommant un peu trop souvent des « amis » à des mandats grassement rémunérés ?

Je pense que les piliers, à cet égard, exerçaient en quelque sorte une fonction d'amortisseur. Quand ils disaient qu'il fallait encore attendre, on les écoutait. Cette autorité s'est évaporée aujourd'hui. En outre, à l'ère d'internet, les citoyens attendent de la rapidité. Pour eux, il devrait être naturel qu'on réponde immédiatement à un e-mail, que le complexe sportif de la commune soit érigé sans délais, que le RER soit construit sans plus attendre, etc. Or, il n'en est rien.

Par ailleurs, en Flandre, une série de dossiers symboliques reviennent dans les médias avec une régularité mécanique. Le « centre de loisirs » de la société Uplace, à Vilvorde et Machelen, semble être inextricablement bloqué dans des procédures et ne verra sans doute jamais le jour. A la plus grande joie des uns, et au désespoir de ses initiateurs, du Voka – l’organisation patronale flamande, équivalente à l’Union Wallonne des Entreprises – et de nombreux entrepreneurs flamands. Pour une fois qu’un grand et beau projet pointe à l’horizon, et que des entrepreneurs sont prêts à prendre des risques, voilà qu’au lieu de les aider, on les confronte au sabotage et au dédain. Un vrai scandale. Même topo pour le RER – le réseau express régional autour de Bruxelles – ou la taxation intelligente au kilomètre. En Flandre, tout le monde est pour, mais rien ne vient. Marre !

Il règne donc en Flandre une frustration certaine à l’égard de l’inertie systémique qui caractérise la conduite des politiques. Les journalistes flamands évoquent parfois la « force de pesanteur de la rue de la Loi » pour décrire le processus à travers lequel le premier ministre et son gouvernement, prenant leurs fonctions avec de l’enthousiasme et de nouvelles idées, sont rapidement confrontés à toutes sortes de difficultés qui ralentissent leurs projets, quand elles ne les rendent pas impossibles. Cette inertie suscite beaucoup de frustration, tant chez les Flamands ordinaires que chez les entrepreneurs. Une frustration à l’égard non seulement des partis politiques flamands, mais aussi des partis politiques francophones, en particulier les socialistes, même si ces derniers sont exclus du gouvernement fédéral depuis octobre 2014. Je pense que cette frustration a joué un rôle dans le succès de la N-VA et de Bart De Wever. Les partis traditionnels ? On leur a suffisamment donné une chance de gouverner convenablement. Ils se sont plantés sur toute la ligne. Il est grand temps de passer à autre chose. Ce n’est pas un hasard si la N-VA met constamment en avant la bonne gouvernance de ses ministres. Le parti ne sait que trop bien à quel point cet aspect compte pour ses électeurs. Jusqu’à présent, les ministres N-VA sont parvenus à passer pour de bons administrateurs. Ils n’ont pas commis de grosses erreurs et les petites ont été gommées par une communication

parfaitement rôdée. La « force de pesanteur de la rue de la Loi » ne semble pas s'exercer sur la N-VA. Est-ce dû aux qualités et à l'habileté du parti ? Ou à la magnanimité d'une opinion publique flamande qui, après des années de politique « au centre-gauche », se montre clément avec la nouvelle équipe de droite ?